DÉCISIONS

DÉCISION (UE) 2023/940 DU CONSEIL

du 4 mai 2023

établissant la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires institué par l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, en ce qui concerne l'établissement du formulaire type pour les demandes d'entraide judiciaire visé à l'article 635, paragraphe 1, dudit accord

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 82, paragraphe 1, en liaison avec l'article 218, paragraphe 9,

vu la décision (UE) 2021/689 du Conseil du 29 avril 2021 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, et de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées et leur protection ([1]),

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

(1) L'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part ([2]) (ci-après dénommé "l'accord de commerce et de coopération"), a été conclu par la décision (UE) 2021/689.

(2) Le titre VIII de la troisième partie de l'accord de commerce et de coopération complète les dispositions et facilite l'application entre les États membres, d'une part, et le Royaume-Uni, d'autre part, de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Strasbourg le 20 avril 1959, du protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire, fait à Strasbourg le 17 mars 1978, et du deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire, fait à Strasbourg le 8 novembre 2001.

(3) La directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil ([3]) relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale et l'acte du Conseil du 29 mai 2000 établissant la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne ([4]) s'appliquent conformément aux traités.

(4) En vertu de l'article 635, paragraphe 1, de l'accord de commerce et de coopération, le comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires doit s'engager à établir un formulaire type pour les demandes d'entraide judiciaire, en adoptant une annexe audit accord. Conformément à l'article 635, paragraphe 2, de l'accord de commerce et de coopération, si le comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires adopte une décision établissant un tel formulaire type, les demandes d'entraide judiciaire doivent être faites à l'aide dudit formulaire type.

([1]) JO L 149 du 30.4.2021, p. 2.
([2]) JO L 149 du 30.4.2021, p. 10.
([3]) Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (JO L 130 du 1.5.2014, p. 1).
([4]) JO C 197 du 12.7.2000, p. 1.

(5) Le formulaire type pour les demandes d'entraide judiciaire facilitera l'entraide judiciaire entre les autorités compétentes des États membres, d'une part, et du Royaume-Uni, d'autre part, en indiquant toutes les informations nécessaires qu'une demande d'entraide judiciaire devrait contenir.

(6) Il y a lieu d'établir la position à prendre, au nom de l'Union, au sein du comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires.

(7) L'accord de commerce et de coopération est contraignant pour tous les États membres en vertu de la décision (UE) 2021/689, dont la base juridique matérielle est l'article 217 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

(8) Le Danemark et l'Irlande sont liés par la troisième partie de l'accord de commerce et de coopération en vertu de la décision (UE) 2021/689 et participent donc à l'adoption et à l'application de la présente décision, qui met en œuvre l'accord de commerce et de coopération,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La position à prendre, au nom de l'Union, au sein du comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires, au titre de l'accord de commerce et de coopération en ce qui concerne l'établissement d'un formulaire type pour les demandes d'entraide judiciaire, est énoncée dans le projet de décision dudit comité spécialisé, joint à la présente décision.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 4 mai 2023.

Par le Conseil
Le président
J. BORRELL FONTELLES

PROJET DE

DÉCISION N° … DU COMITÉ SPÉCIALISÉ INSTITUÉ PAR L'ARTICLE 8, PARAGRAPHE 1, POINT R), DE L'ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, D'UNE PART, ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, D'AUTRE PART,

du …

établissant un formulaire type pour les demandes d'entraide judiciaire (2023 [1]/…)

LE COMITÉ SPÉCIALISÉ CHARGÉ DE LA COOPÉRATION DES SERVICES RÉPRESSIFS ET JUDICIAIRES,

vu l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part (ci-après dénommé «accord de commerce et de coopération»), et notamment son article 635, paragraphe 1,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe 50 de l'accord de commerce et de coopération établissant un formulaire type pour les demandes d'entraide judiciaire en matière pénale figurant dans l'appendice de la présente décision est adoptée.

Article 2

La présente décision prend effet le premier jour du troisième mois suivant la date de son adoption.

Fait à …, le

Par le comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires

Les coprésidents

---

[1] Conformément à l'article 9, paragraphe 2, de l'annexe 1 de l'accord de commerce et de coopération, le secrétariat enregistre toute décision ou recommandation sous un numéro d'ordre et avec une référence à la date de son adoption.

Appendice

ANNEXE 50 de l'accord de commerce et de coopération

DEMANDE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

Le présent formulaire est utilisé par les autorités compétentes auxquelles il s'applique en vertu de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Conformément aux exigences applicables en matière de protection des données, les informations fournies doivent être pertinentes et ne pas excéder ce qui est nécessaire pour exécuter la demande.

SECTION A

Numéro de dossier: .....

État requérant: .....

Autorité requérante: .....

État requis: .....

Autorité requise (si elle est connue): .....

SECTION B: urgence

Veuillez indiquer s'il s'agit d'un cas d'urgence justifié par:

☐ la dissimulation ou la destruction de preuves

☐ l'imminence du procès

☐ la détention d'une personne

☐ l'expiration d'un délai de prescription

☐ toute autre raison

Veuillez préciser ci-après:

.....

Les délais d'exécution de la demande sont fixés à l'article 640 de l'accord de commerce et de coopération. Toutefois, si cette demande est urgente et/ou nécessite une action avant/à une date donnée, veuillez le préciser et en expliquer la raison: .....

.....

SECTION C: confidentialité

☐ La présente demande est confidentielle

Veuillez fournir des informations supplémentaires, s'il y a lieu: .....

.....

SECTION D: lien avec des demandes d'entraide antérieures ou simultanées

Veuillez indiquer, s'il y a lieu, toute mesure prise dans le cadre de ces procédures ou de procédures liées pour obtenir ces preuves par d'autres voies. Veuillez indiquer si la présente demande d'entraide judiciaire complète une demande antérieure ou une ou plusieurs demandes simultanées adressées à l'État requis et, le cas échéant, à un autre État.

☐ Coopération antérieure avec des autorités répressives, des procureurs ou d'autres autorités

Veuillez fournir des détails concernant tout contact préalable pris par l'État requérant, notamment le nom de l'État, l'autorité contactée, les coordonnées utiles et les éventuels numéros de dossiers: .....

.....

.....

☐ Demandes antérieures liées ou demandes simultanées d'entraide judiciaire ou de décision d'enquête européenne

Veuillez fournir les informations permettant d'identifier les autres demandes, notamment le nom de l'État, l'autorité à laquelle la demande a été transmise, la date de la demande et les numéros de référence donnés par l'autorité requérante et l'autorité requise: .....

.....

.....

☐ Autre

S'il y a lieu, veuillez fournir des informations relatives à cette autre demande d'entraide: .....

.....

.....

SECTION E: motivation de la demande

1. Qualification de la ou des infractions

Pour garantir que la présente demande est envoyée à l'organe compétent, veuillez préciser la nature et la qualification juridique de la ou des infractions concernées: .....

.....

.....

Veuillez indiquer la sanction maximale et le délai de prescription et, s'il y a lieu, fournir le texte de la disposition de la loi/du code contenant les dispositions pertinentes en matière de sanctions:

.....

.....

2. Résumé des faits

Description du comportement à l'origine de la ou des infractions pour lesquelles l'aide est demandée et résumé des faits sous-jacents: .....

.....

.....

Pour la signification ou la notification des actes de procédure et des décisions judiciaires, veuillez fournir un résumé succinct du ou des actes et/ou décisions à signifier ou à notifier, s'ils ne sont pas disponibles dans la langue de l'État requis: .....

.....

Pour les autres demandes, veuillez décrire comment les preuves/mesures demandées peuvent aider l'enquête sur la ou les infractions concernées et les poursuites contre leurs auteurs: .....

.....

Stade de l'enquête/de la procédure:

☐ enquête

☐ poursuites

☐ procès

☐ autre, veuillez préciser: .....

.....

.....

Description des risques associés à l'obtention des preuves demandées, s'il y a lieu: .....

.....

.....

S'il y a lieu, toute autre information que l'État requérant juge utile pour aider l'autorité chargée d'exécuter la demande d'entraide à donner suite à celle-ci: .....

.....

.....

3. L'infraction constitue-t-elle une infraction de conduite mentionnée à l'article 640, paragraphe 6, de l'accord de commerce et de coopération:

□ Oui

□ Non

4. Type de procédures pour laquelle la demande est émise:

□ procédures relatives à des infractions dont la répression relève, au moment de la demande d'entraide, de la compétence des autorités judiciaires de l'État requérant

□ procédures engagées par des autorités administratives pour des faits qui, constituant des infractions aux règles de droit, sont punissables selon le droit interne de l'État requérant ou de l'État requis, lorsque la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente, notamment en matière pénale

SECTION F: identité des personnes physiques ou morales concernées

Veuillez uniquement fournir des informations qui sont pertinentes et qui n'excèdent pas ce qui est nécessaire aux fins de la présente demande. Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir les informations demandées pour chacune d'entre elles.

1. Veuillez communiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, concernant l'identité de la ou des personnes concernées par la mesure:

i) Personnes physiques

Nom: .....

Prénom(s): .....

Tout autre nom utile, le cas échéant: .....

Pseudonymes, le cas échéant: .....

Sexe: .....

Nationalité: .....

Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale: .....

Type et numéro de la ou des pièces d'identité (carte d'identité, passeport), si disponibles:

.....

Date de naissance: .....

Lieu de naissance: .....

Résidence et/ou adresse connue; si l'adresse est inconnue, veuillez indiquer la dernière adresse connue:

.....

Lieu de travail (y compris les coordonnées): .....

Autres coordonnées (courriel, téléphone): .....

Langue(s) que la personne comprend: .....

Veuillez décrire la qualité de la personne concernée au stade actuel de la procédure:

□ suspect ou personne poursuivie

□ victime

☐ témoin

☐ expert

☐ tiers

☐ autre (veuillez préciser) .....

ii) Personnes morales

Nom: .....

Forme: .....

Dénomination abrégée, dénomination communément utilisée ou raison commerciale, le cas échéant:

.....

Siège social: .....

Numéro d'immatriculation: .....

Adresse: .....

Autres coordonnées (courriel, téléphone): .....

Nom du représentant de la personne morale: .....

Veuillez décrire la qualité de la personne concernée au stade actuel de la procédure:

☐ suspect ou personne poursuivie

☐ victime

☐ témoin

☐ expert

☐ tiers

☐ autre (veuillez préciser): .....

2. Autres informations utiles:

.....

.....

SECTION G: mesure demandée

1. Veuillez préciser la mesure demandée:

☐ perquisition et saisie (si cette case est cochée, la section H1 doit être remplie)

☐ production de documents, y compris de documents professionnels

☐ production de pièces bancaires ou d'informations provenant d'autres établissements financiers (si cette case est cochée, la section H2 doit être remplie)

☐ signification ou notification d'actes de procédure et de décisions judiciaires avec l'assistance de l'État requis

☐ obtention d'informations ou de preuves que l'État requis a déjà en sa possession

☐ obtention d'informations contenues dans des bases de données détenues par la police ou les autorités judiciaires

☐ déclarations et auditions [si cette case est cochée, la section F (Identité des personnes physiques ou morales concernées) et la section I (Formalités et procédures requises pour l'exécution) doivent être remplies]:

- ☐ témoin
- ☐ expert
- ☐ suspect ou personne poursuivie
- ☐ victime
- ☐ tiers

☐ audition par vidéoconférence, téléconférence ou par un autre moyen de transmission audiovisuelle (si cette case est cochée, la section H4 doit être remplie):

- ☐ témoin
- ☐ expert
- ☐ suspect ou personne poursuivie
- ☐ victime
- ☐ tiers

☐ obtention de données relatives à l'abonné/entité (si cette case est cochée, la section H3 doit être remplie)

☐ obtention de données relatives au trafic/aux événements (y compris des données de localisation) (si cette case est cochée, la section H3 doit être remplie)

☐ obtention de données relatives au contenu (si cette case est cochée, la section H3 doit être remplie)

☐ mesures d'enquête impliquant la collecte de preuves en temps réel, de manière continue et au cours d'une période déterminée:

- ☐ suivi d'opérations bancaires ou d'autres opérations financières
- ☐ livraisons surveillées
- ☐ autre (veuillez préciser): .....

☐ mesure(s) provisoire(s) en vue de préserver des moyens de preuve, de maintenir une situation existante ou de protéger des juridiques menacés (si cette case est cochée, la section H5 doit être remplie)

☐ transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État requérant (si cette case est cochée, la section H6 cochée doit être remplie)

☐ transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État requis (si cette case est remplie, la section H6 doit être remplie)

☐ enquête discrète (si cette case est cochée, la section H7 doit être remplie)

☐ autre (veuillez préciser): .....

.....

.....

2. Veuillez décrire l'aide demandée et, s'ils sont connus, les lieux où les éléments de preuve se trouvent ou sont censés se trouver, et fournir toutes les informations nécessaires à la mise en œuvre de cette mesure. Pour demander le respect de formalités ou de procédures, veuillez vous reporter à la section I: .....

.....

.....

.....

SECTION H: exigences supplémentaires pour certaines mesures

Veuillez remplir les sections pertinentes pour la ou les mesures d'enquête demandées:

SECTION H1: perquisition et saisie

Personne physique ou morale liée à la perquisition. Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir les coordonnées de chacune d'entre elles:

.....

.....

Locaux à perquisitionner. Veuillez fournir des précisions sur la manière dont la personne est liée aux locaux. Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir les informations demandées pour chacune d'entre elles: .....

.....

.....

Quelles sont les preuves recherchées? Veuillez préciser de manière aussi détaillée que possible les éléments que vous recherchez: .....

.....

.....

Pourquoi estimez-vous que les preuves sont susceptibles d'être trouvées à l'endroit susmentionné et qu'elles sont pertinentes et très importantes pour l'enquête: .....

.....

.....

Existe-t-il un risque de trouver des éléments couverts par la confidentialité? Dans l'affirmative, veuillez préciser:

.....

.....

.....

Des fonctionnaires de l'État requérant devront-ils être présents lors de la perquisition? (Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions à la section I):

☐ Oui

☐ Non

Toute information connue relative à des enquêtes menées dans d'autres États pouvant avoir une incidence sur la présente demande de perquisition et de saisie: .....

.....

.....

Veuillez fournir toute autre information pertinente concernant la perquisition et la saisie:

.....

SECTION H2: informations relatives aux comptes bancaires ou à d'autres comptes financiers

Si plusieurs comptes sont concernés, veuillez fournir les informations demandées pour chacun d'entre eux.

Veuillez préciser les informations recherchées:

☐ informations relatives aux comptes bancaires que la personne détient ou sur lesquels elle a procuration

☐ informations relatives aux autres comptes financiers que la personne détient ou sur lesquels elle a procuration

☐ informations relatives aux opérations bancaires

- ☐ relevés de comptes bancaires
- ☐ documents relatifs à l'ouverture de compte
- ☐ procuration ou autre titulaire du compte
- ☐ autre (veuillez préciser): .....

☐ informations relatives aux autres opérations financières

- ☐ relevés de compte
- ☐ documents relatifs à l'ouverture de compte
- ☐ procuration ou autre titulaire du compte
- ☐ autre (veuillez préciser): .....

S'il y a lieu, veuillez fournir les informations suivantes:

nom du titulaire du compte .....

nom de la banque/de l'établissement financier: .....

IBAN ou numéro de compte et code guichet (sort code): .....

échelle de temps des opérations: .....

☐ autre (veuillez préciser): .....

Veuillez donner une justification supplémentaire des raisons pour lesquelles ces preuves sont susceptibles d'être pertinentes et très importantes pour l'enquête, y compris une indication du lien entre le compte et l'infraction commise: .....

.....

.....

S'il y a lieu, veuillez fournir toute autre information potentiellement nécessaire à l'exécution de la présente demande: .....

.....

SECTION H3:données relatives aux abonnés, au trafic, à la localisation et au contenu

Type de données demandées:

- ☐ données relatives à l'abonné/entité (par exemple, abonnement au numéro de téléphone ou adresse IP), veuillez préciser: .....
.....
- ☐ données relatives au trafic/événements, veuillez préciser: .....
- ☐ données de localisation, veuillez préciser: .....
- ☐ données relatives au contenu [par exemple, boîte de messagerie (internet) ou journal de messages, instantanés], veuillez préciser: .....
.....
- ☐ autres, veuillez préciser: .....

Toutes les demandes de données relatives aux abonnés, au trafic ou à la localisation, ainsi qu'au contenu nécessitent les informations suivantes:

- ☐ date (JJ/MM/AAAA): .....
- ☐ horodatage (hh:mm:ss): .....
- ☐ fuseau horaire .....

Veuillez fournir de plus amples informations pour aider à l'identification des données demandées:

- ☐ adresse IP (et numéro du port, s'il y a lieu): .....
- ☐ numéro(s) de téléphone .....
- ☐ numéro(s) IMEI: .....
- ☐ autre (veuillez préciser): .....

SECTION H4: vidéoconférence ou téléconférence, ou autre moyen de transmission audiovisuelle

Si une audition par vidéoconférence ou téléconférence ou par un autre moyen de transmission audiovisuelle est demandée:

veuillez indiquer le nom de l'autorité qui procédera à l'audition (y compris le nom de la personne qui procédera l'audition/les coordonnées/la langue, si disponibles): .....

.....

date(s) proposée(s) (JJ/MM/AAAA): .....

heure de début de la conférence (hh:mm:ss): .....

fuseau horaire: .....

durée approximative de l'audition: .....

détails techniques:

nom du site: .....

système de communication: .....

coordonnées du technicien (langue): .....

date et heure de l'essai préalable: .....

coordonnées de l'opérateur chargé de l'essai préalable, si elles sont connues: .....

dispositions linguistiques et d'interprétation: .....

autres exigences (veuillez préciser): .....

.....

.....

.....

☐ La présente demande concerne une personne poursuivie ou un suspect et l'audition correspond au procès de cette personne ou en fait partie.

Raisons pour lesquelles il n'est pas souhaitable ou possible que le témoin ou l'expert soit physiquement présent:

.....

Veuillez préciser si la personne, le suspect ou la personne poursuivie a donné son consentement:

☐ Oui

☐ Non

☐ Je demande que le consentement de la personne soit sollicité avant le traitement de la présente demande

SECTION H5: mesures provisoires

Si une mesure provisoire est demandée en vue de préserver des moyens de preuve, maintenir une situation existante ou protéger des intérêts juridiques menacés, veuillez indiquer si:

□ l'élément doit être transféré à l'État requérant

□ l'élément doit rester dans l'État requis; veuillez indiquer la date prévue:

pour la levée de la mesure provisoire: .....

pour la présentation d'une demande ultérieure concernant l'élément: .....

SECTION H6: transfèrement d'une personne détenue

1) Si le transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État requérant est demandé aux fins de l'exécution d'une mesure d'enquête, veuillez indiquer si la personne a donné son consentement à cette mesure:

□ Non □ Je demande que le consentement de la personne soit sollicité □ Oui

2) Si le transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État requis est demandé aux fins de l'exécution d'une mesure d'enquête, veuillez indiquer si la personne a donné son consentement à cette mesure:

□ Non □ Oui

Si nécessaire, veuillez fournir toute information supplémentaire: .....

SECTION H7: enquêtes discrètes

Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez que la mesure d'enquête discrète est pertinente aux fins de la procédure pénale:

.....

.....

.....

Veuillez fournir les informations suivantes:

a) informations permettant d'identifier la cible de l'enquête discrète: .....

b) la date de début et la durée souhaitées de la mesure discrète: .....

c) informations sur les véhicules/adresse concernés par la mesure discrète: .....

d) si nécessaire, veuillez fournir toute autre information utile à l'exécution de la présente demande:

.....

.....

SECTION I: formalités et procédures demandées pour l'exécution

1. Cocher et remplir, s'il y a lieu

□ Il est demandé à l'autorité compétente/concernée de l'État requis de respecter les formalités et procédures suivantes (y compris en ce qui concerne les droits/mises en garde/avertissements qui doivent être communiqués à la personne): .....

.....

2. Cocher et remplir, s'il y a lieu

□ Il est demandé qu'un ou plusieurs fonctionnaires de l'État requérant soient présents lors de l'exécution de la demande afin de prêter assistance aux autorités compétentes de l'État requis.

Nom, fonction et coordonnées des fonctionnaires:

.....

.....

Langues pouvant être utilisées pour la communication, si elles sont différentes de la langue indiquée à la section J: .....

.....

Nature de l'aide à fournir par le ou les fonctionnaires de l'État requérant et/ou toute autre information pertinente:

.....

.....

3. Transmission sécurisée d'informations et/ou de preuves

Veuillez indiquer un moyen de transmission électronique sécurisé, si la transmission électronique est acceptée:

.....

.....

Si la transmission électronique n'est pas acceptée ou est inappropriée en l'espèce, veuillez indiquer le mode de transmission demandé: .....

.....

SECTION J: coordonnées de l'autorité qui a émis la demande

1. Nom de l'autorité qui a émis la demande: .....

Nom du représentant/point de contact: .....

Adresse: .....

Tél. (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain) .....

Adresse électronique: .....

2. S'il diffère de ce qui précède, nom de l'autorité menant l'enquête pénale:

.....

Nom et fonction de l'un des fonctionnaires menant l'enquête pénale: .....

.....

Adresse: .....

N° de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain) .....

Adresse électronique: .....

3. Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité requérante:

.....

4. Si elles diffèrent de celles indiquées précédemment, coordonnées de la ou des personnes à contacter en vue d'obtenir des informations supplémentaires ou de prendre les dispositions pratiques nécessaires au transfert des preuves:

Nom/Titre/Organisation: .....

Adresse: .....

Adresse électronique: .....

Tél. .....

SECTION K: signature

En signant le présent formulaire, je certifie que:

— le contenu de la demande tel qu'il figure dans le présent formulaire est exact et correct

— la présente demande a été émise par une autorité compétente,

— l'émission de la présente demande est nécessaire aux fins de la procédure, et

— les mesures d'enquête demandées auraient pu être ordonnées dans les mêmes conditions dans une affaire nationale similaire et, le cas échéant, l'autorisation nécessaire a été obtenue.

Signature de l'autorité requérante et/ou de son représentant:

Nom: .....

Poste occupé: .....

Date: .....

Cachet officiel (si disponible):

Liste des pièces jointes (s'il y a lieu): .....

.....